



DECISION N°2016/22

CONTRAT D'EMPRUNT POUR DES TRAVAUX D'EQUIPEMENT ET D'AMENAGEMENT DES DECHETTERIES

Le Président de La Communauté de Communes des Vallées de Thônes ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les articles L5211-1, L2122-22 et L2122-23 ;

VU la délibération du Conseil communautaire n°2015/66, en date du 21 juillet 2015, autorisant Monsieur le Président, par voie de délégation, à procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par les budgets ;

VU la délibération du Conseil communautaire n° 2016/30, en date du 12 avril 2016, votant le budget annexe des ordures ménagères 2016 ;

VU la délibération du Conseil communautaire n° 2016/50, en date du 14 juin 2016, modifiant le budget annexe des ordures ménagères 2016 (décision modificative n°01);

VU l'accord de principe établi par la Caisse des Dépôts ;

CONSIDERANT la nécessité de trouver un moyen de financement pour la réalisation des travaux d'équipement et d'aménagement des déchetteries ;

CONSIDERANT qu'il importe dès lors de recourir à un prêt pour financer les dépenses liées à ces travaux ;

DECIDE

ARTICLE 1 - de contracter auprès de **la Caisse des Dépôts** un contrat de prêt composé d'une ligne de prêt d'un montant de 285 000 € ;

ARTICLE 2 - les principales caractéristiques du contrat sont les suivantes :

- Objet du contrat : réalisation d'un contrat de Prêt au Secteur Public Local (PSPL) pour le financement de travaux d'équipement et d'aménagement des déchetteries de la Communauté de Communes de la Vallée de Thônes
- Montant : 285 000 €
- Taux fixe : 0,85 %
- Commission d'instruction : 0,06 % du montant du prêt (170 €)
- Durée d'amortissement : 15 ans
- Périodicité des échéances : trimestrielles
- Amortissement : échéances constantes
- Typologie Gissier : 1A

ARTICLE 3 - de signer seul le contrat de prêt réglant les conditions de ce contrat et la réalisation de fonds.

ARTICLE 4 - Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du CGCT, la présente décision fera l'objet d'une information lors du prochain Conseil communautaire et figurera au registre des décisions de la Collectivité ;

ARTICLE 5 - Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée :

- à la "Caisse des dépôts" ;
- au Comptable de la Collectivité ;
- à la Préfecture de la Haute-Savoie.

Fait à Thônes, le 9 septembre 2016

Monsieur le Président,
Gérard FOURNIER-BIDOZ

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;

- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.